

Art. 4 — Le ministre de l'Intérieur est chargé de l'application du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République.

Lomé, le 12 mars 1975

Général G. Eyadéma

DECRET N° 75-34 du 12 mars 1975 portant nomination d'un Haut Commissaire au Tourisme.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 portant désignation du Président de la République ;
Vu le décret n° 72-119 du 5 avril 1972 portant création d'un haut commissariat au tourisme ;
Vu le décret n° 74-94 du 15 mai 1974 portant rattachement du haut commissariat au tourisme à la Présidence de la République ;
Vu le décret n° 74-95 du 15 mai 1974 portant nomination d'un haut commissaire au tourisme,

DECRETE :

Article premier — Est rapporté le décret n° 74-95 du 15 mai 1974 nommant M. Dossévi Mathey-Apossan, haut commissaire au tourisme.

Art. 2 — M. Awounyon Akangni Kodjovi, précédemment chef de la circonscription administrative de Dapaon, est nommé haut commissaire au tourisme.

Art. 3 — Le présent décret sera enregistré, publié au **Journal officiel** de la République togolaise, et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 12 mars 1975

Général G. Eyadéma

DECRET N° 75-42 du 14 mars 1975 portant organisation et définition des attributions des ministères du Développement Rural et de l'Équipement Rural.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n°s 1 et 2 du 14 janvier 1967 ;
Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;
Vu le décret n° 75-29 du 5 mars 1975 ;
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — En attendant les textes portant leur organisation définitive, les ministères du Développement Rural et de l'Équipement Rural ont les attributions respectives ci-après :

DU MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

Art. 2 — Le ministère du Développement Rural est chargé de la mise en œuvre des programmes de production rurale. A ce titre, tous les services et organismes de l'ancien ministère de l'économie rurale responsables de la production et ceux qui pourront être ultérieurement créés à cet effet relèvent de la compétence du ministère du développement rural.

Art. 3 — Sont rattachés au ministère du Développement Rural :

- La direction de l'institut polyvalent de recherche amputée de la division de l'hydro-pédologie.
- La direction de l'agriculture, de la mutualité, de la coopération et du crédit — amputée de la protection des végétaux.

— La direction de l'élevage et de l'industrie animale amputée de la médecine vétérinaire et du contrôle sanitaire des troupeaux et viandes.

— La direction de l'enseignement et de la formation pour le développement rural.

— La société nationale pour le développement de la palmeraie et des huileries (SONAPH).

— L'office national des pêches.

— L'office national d'exploitation forestière (ODEF).

— Société pour la rénovation des cacaoyères et caféières.

— La société togolaise de coton.

— Togofruit.

— La caisse nationale de crédit agricole.

DU MINISTERE DE L'EQUIPEMENT RURAL

Art. 4 — Le ministère de l'équipement rural est chargé de la mise en œuvre des programmes d'aménagement, d'équipement rural, de la police, de la conservation du domaine rural et de la législation foncière.

Art. 5 — Les services et organismes ci-après relèvent de sa compétence :

— La direction du génie rural.

— La division de l'hydro-pédologie.

— La division de la protection des végétaux.

— La division de la médecine vétérinaire et du contrôle sanitaire des troupeaux et viandes.

— Les directions des forêts et chasses — des pêches en ce qu'elles ont de police des forêts — chasses et pêches.

— La direction du contrôle du conditionnement des produits et de vérification des poids et mesures.

— Les sociétés régionales d'aménagement et de développement (SORAD).

Art. 6 — Les services et organismes ci-après sont rattachés aux ministères suivants :

a) — office national des produits vivriers — Togo-grain au ministère du commerce.

b) — Planification rurale au ministère du plan.

Art. 7 — Toutes les dispositions contraires au présent décret notamment le décret n° 69-174 du 5-9-69 sont abrogées.

Art. 8 — Les ministres du développement rural, de l'équipement rural, du commerce et du plan sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 14 mars 1975

Général G. Eyadéma

DECRET N° 70-43 du 14 mars 1975 rapportant le décret n° 72-162 du 7 juillet 1972 relatif à la nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise en République du Zaïre.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du ministre des affaires étrangères ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967,

DECRETE :

Article premier — Est et demeure rapporté le décret n° 72-162 du 7 juillet 1972 nommant M. Sébou Nyandi Napo, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire.